Lancement des

quartiers de reconquête républicaine

pour une **présence renforcée** sur le terrain,
une action accrue **contre les trafics**
et une **nouvelle relation** à la population.

septembre 2018

police de
sécurité
du **quotidien**

Gérard Collomb,
Ministre d'Etat
Ministre de l'Intérieur

« L'ambition des **quartiers de reconquête républicaine est claire :** remettre la République au coeur de ces quartiers. »

« La doctrine de la sécurité du quotidien, c'est **placer le service du citoyen** au cœur du métier de policier et de gendarme. »

Emmanuel Macron,
Président de la République

POINT D'ÉTAPE

7 mois après son lancement,
des **engagements respectés**
et des Français **mieux protégés.**

police de sécurité du quotidien

DES ENGAGEMENTS **RESPECTÉS**

Une police et une gendarmerie plus partenariales

Adoption dans chaque département d'une nouvelle stratégie locale de sécurité.

Renforcement des moyens des policiers et gendarmes

67.000 tablettes et smartphones NEOGEND déjà déployés pour la gendarmerie
28.240 terminaux NEOPOL déjà déployés et 22.000 déployés d'ici l'été 2019 pour la police nationale
2.600 caméras-piétons déployées

Un immobilier renouvelé

300 millions d'euros d'investissement par an entre 2018 et 2020, 29 opérations pour la police nationale, 47 opérations pour la gendarmerie nationale, et des projets dans chacune des 13 grandes régions, outre-mer compris.

Des forces mieux protégées

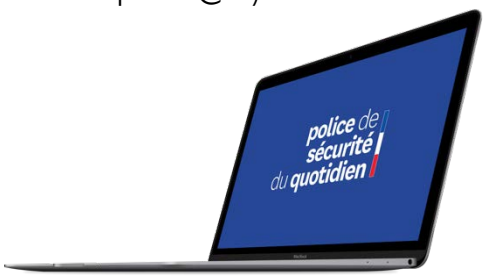
Publication le 31 mars 2018 du **décret permettant l'anonymisation des policiers et des gendarmes** dans les procédures judiciaires sensibles.

Le continuum de sécurité

Le rapport des députés **Alice THOUROT** et **Jean-Michel FAUVERGUE** destiné à mieux associer forces nationales, police municipales et sociétés privées de sécurité dans un continuum de sécurité a été remis au Premier ministre le 11 septembre. Une concertation va être conduite sur les propositions du rapport, en associant les représentants des élus, des polices municipales, des gardes champêtres et des entreprises de sécurité, afin de préciser dès la fin de l'année les suites opérationnelles qui seront données.

Développement des plateformes numériques, au service des citoyens

- La brigade numérique de la gendarmerie, inaugurée le 27 février, a déjà reçu plus de **30 000 sollicitations** (soit en moyenne 165 par jour), majoritairement via un webchat innovant disponible sur **gendarmerie.interieur.gouv.fr** et les comptes Facebook et Twitter de la gendarmerie nationale. Lieu de proximité et de contact, ouverte 24h/24 et 7j/7, elle offre aux internautes des services similaires à ceux d'une brigade territoriale, telle une véritable « gendarmerie en ligne » ;
- la plateforme **Perceval**, ouverte depuis le 9 juin, a d'ores et déjà recueilli 17 831 signalements, soit 42 334 usages frauduleux de cartes bancaires, pour un préjudice total de plus de 5,5 millions d'euros (**service-public.fr**, mot clé « percev@l »)
- **360.000 pré-plaintes en ligne** ont été déposées en 2017 ;
- la mise en œuvre de la plateforme **Thésée** au premier semestre 2019 permettra la plainte en ligne pour les faits d'escroqueries notamment.



Lutte contre les « rodéos » motorisés

Face au phénomène croissant des rodéos motorisés, véritable fléau suscitant l'exaspération de la population et l'inquiétude des élus**, une loi a été votée le 3 août dernier**, renforçant la lutte contre les rodéos à moto. Cette loi préparée en lien étroit avec l'ensemble des services des ministères de l'intérieur et de la justice, apporte désormais un cadre juridique adapté et dissuasif pour prévenir et réprimer sévèrement ces agissements dangereux. **Des peines pouvant aller jusqu'à 5 ans d'emprisonnement** seront désormais prononcées, associées à une immobilisation et une confiscation systématique du véhicule.

Les résultats sont déjà là :

- à ce jour, **48 procédures** ont été engagées par les forces de police et gendarmerie ;
- un homme a été condamné fin août à une peine **de six mois de prison ferme** pour avoir réalisé un rodéo à moto dans les rues de Sannois dans le Val-d'Oise (sa moto a fait l'objet d'une confiscation et une mesure d'interdiction de conduire tout véhicule pendant un an a également été prononcée à son encontre). Plusieurs audiences de jugement sont programmées dans les prochaines semaines pour les autres faits constatés.

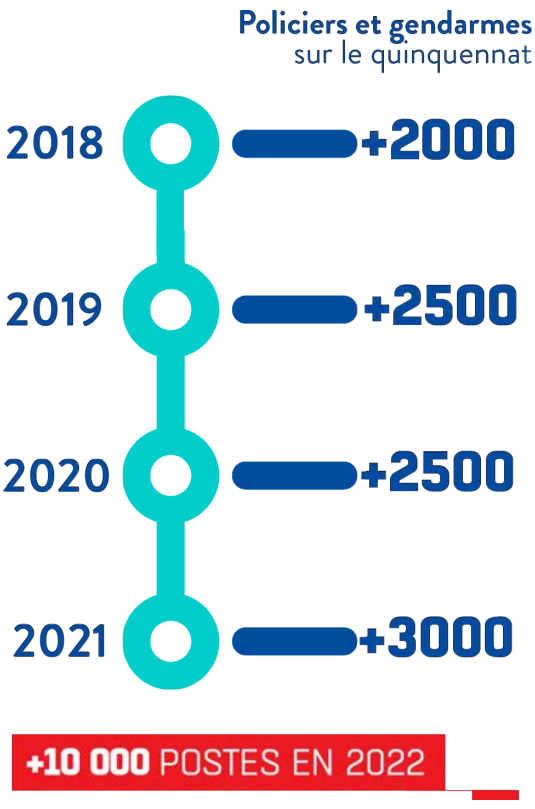
DES CHANTIERS **EN COURS**

- Lancement de la **plate-forme de signalement des violences sexuelles et sexistes**, en octobre, pour lutter contre ces agissements et permettre aux victimes d'être accompagnées par des policiers et des gendarmes spécifiquement formés.

- Lancement du **LAB'PSQ** à l'automne pour une évaluation partenariale (universitaires, élus, associations) de la police de sécurité du quotidien, en s'appuyant sur l'opinion des citoyens et de la société civile.

- Le **budget 2019** du ministère de l'Intérieur consolide et développe les moyens des forces de sécurité pour garantir d'être durablement en situation d'assurer la sécurité des Français Ainsi, les crédits des forces de sécurité augmenteront de **2,6% en 2019** par rapport à 2018, soit **330 M€ supplémentaires**. C'est un effort tout particulier qui traduit combien la sécurité est prioritaire pour le Gouvernement.

- Renfort de **100 gendarmes pour les 20 départements mieux accompagnés** (5 par département) dans le cadre de la Police de sécurité du Quotidien depuis l'été 2018, et plus largement **500 gendarmes supplémentaires**, au total d'ici 2022, répartis sur les 20 départements mieux accompagnés



- **250 unités de contact de gendarmerie** (brigades et groupes) seront créées d'ici 2019, dont au moins une par département

- Il y aura, répartis partout en France, comme nous nous y étions engagés **10 000 policiers et gendarmes supplémentaires sur le quinquennat**, selon les sorties d'écoles : 2000 en 2018, 2500 en 2019, 2500 en 2020, 3000 en 2021.

- Renforcement des **moyens humains du renseignement** : création de 1900 postes sur cinq ans. (Direction générale de la sécurité intérieure et renseignement territorial partout dans l'hexagone)

La simplification et la dématérialisation de la procédure pénale :

- Le projet de loi justice qui a été présenté en Conseil des ministres le 20 avril comporte de nombreuses dispositions de nature à **faciliter le travail des enquêteurs** comme par exemple la suppression de l'obligation de présentation des personnes gardées à vue dans le cadre de la première prolongation.
- Le groupe de travail associant le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Intérieur chargé d'identifier les bonnes pratiques de nature à simplifier, à droit constant, la procédure pénale a rendu ses conclusions cet été. 10 propositions comme la **simplification de la gestion de la garde à vue** par un recours plus systématique au procès-verbal unique récapitulatif de garde à vue ont été formulées. Des instructions seront données très prochainement par les directions des ministères de l'intérieur et de la justice pour décliner les propositions formulées par ce groupe de travail.

Déplacement commun du **Ministre de l'Intérieur** et de la **garde des Sceaux.**

- Les ministères de l'intérieur et de la justice se sont engagés dans la **transformation numérique**. Un groupe de travail conjoint a été installé en janvier 2018 afin de moderniser la transmission des procédures entre le ministère de la justice et le ministère de l'intérieur par la construction d'un outil technique commun permettant **une réelle dématérialisation de la procédure pénale** (zéro papier) et le passage à la signature électronique. Deux sites pilotes ont été désignés : Amiens et Blois pour un premier bilan d'ici 2020.

DES QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE **POUR UNE ACTION RENFORCÉE**

police de sécurité du quotidien

Comme annoncé lors du lancement de la Police de Sécurité du quotidien février dernier :

UNE ACTION RENFORCÉE DANS **DES QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE**

SUR TOUT LE TERRITOIRE,
une méthode repensée

60 QUARTIERS
de reconquête républicaine

20 DÉPARTEMENTS
mieux accompagnés

6 AXES D'INTERVENTION

1. une **présence renforcée** des forces de sécurité
2. un **contact accru** avec la population
3. une action judiciaire **territorialisée**
4. une **lutte accentuée** contre la délinquance organisée et les trafics de stupéfiants
5. une **action conjointe** des ministères
6. une contractualisation **avec les partenaires locaux**

Gérard Collomb,
Ministre d'Etat
Ministre de l'Intérieur

« Bien plus qu'un nouveau dispositif, le Quartier de Reconquête Républicaine c'est **une méthode, des moyens et un état d'esprit.** »

Dans le cadre de la police de sécurité du quotidien et conformément aux engagements du Président de la République, au-delà d'une méthode repensée sur l'ensemble du territoire, j'avais annoncé en février dernier notre souhait d'accompagner particulièrement vingt départements avec des effectifs de gendarmerie supplémentaires, ainsi que la création de 60 « quartiers de reconquête républicaine » avec des renforts de police en zones urbaines.

Nous avions alors communiqué les 30 premiers quartiers qui seront déployés d'ici l'été 2019 ; 30 autres le seront d'ici fin 2020.

Il s'agit de quartiers qui cristallisent d'importantes difficultés liées à la sécurité (délinquance, trafic de drogue, violences, rodéos, appropriation de la voie publique par des groupes….) ou liées à des problématiques sociales (pauvreté, chômage, habitat dégradé, repli communautaire, radicalisation….).

Dans ces quartiers, les habitants souhaitent vivre dans la paix et dans la sécurité. Pourtant, ils ont parfois le sentiment d'être abandonnés par les pouvoirs publics et livrés à l'insécurité.

L'ambition des quartiers de reconquête républicaine est claire : remettre la République au cœur de ces quartiers.

La reconquête républicaine engagée par le gouvernement ne concerne pas seulement la sécurité. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante. La reconquête républicaine concerne aussi l'éducation, le social, l'aménagement urbain, la solidarité, la lutte contre toutes les formes de communautarisme.

Qu'est-ce que cela va changer pour les habitants de des quartiers concernés ?

D'abord, la présence des policiers sur la voie publique sera accrue.

Au total, ce sont 1.300 effectifs supplémentaires qui seront affectés dans ces Quartiers de reconquête républicaine d'ici 2020.
Pour la première vague – 15 quartiers en 2018, ce sont 300 fonctionnaires qui arriveront d'ici décembre.
Les premiers effectifs prennent actuellement leurs fonctions notamment dans les quartiers de reconquête républicaine de Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Pau, Corbeil-Essonnes, Trappes et Nouméa.

Nous devions attendre pour cela le mouvement général de l'été et la sortie de la 246e promotion des gardiens de la paix. Les gardiens qui viennent de terminer leur formation sont en train d'être affectés sur le territoire. Les autres quartiers de reconquête républicaine verront leurs effectifs arriver au fil des sorties d'école de l'année 2018. Tous seront effectifs d'ici décembre.

> « La **réappropriation de la voie publique** constitue un autre enjeu essentiel de l'action de la police dans les quartiers de reconquête républicaine »

Grâce à ces renforts, **de nouvelles unités vont être créées,** la présence horaire des policiers sera étendue, les unités seront fidélisées pour mieux connaître le terrain et construire une relation de confiance avec les habitants.

La lutte contre les trafics sera intensifiée. Les trafics, et en particulier les stupéfiants, gangrènent les quartiers. Dans les quartiers de reconquête républicaine, préfets et procureurs travailleront ensemble au sein des cellules de lutte contre les trafics spécialement créées pour démanteler les réseaux et les points de deal.

La **réappropriation de la voie publique** constitue un autre enjeu essentiel de l'action de la police dans les quartiers de reconquête républicaine. Les regroupements dans les halls d'immeuble, les rodéos à deux roues, les marchés illégaux, l'appropriation des rues pour des activités illicites contribuent au sentiment d'insécurité. J'attends des préfets et des services de police une action ferme et résolue. Ils s'appuieront notamment sur les nouvelles dispositions de la loi du 3 août 2018 qui sanctionne pénalement les rodéos et qui a déjà été mise en œuvre à plusieurs reprises.

> « Je souhaite que ces quartiers soient l'occasion de **renforcer les liens** entre nos forces de police et leurs habitants. »

Enfin, je souhaite que les quartiers de reconquête républicaine soient l'occasion de **renforcer les liens entre la police et les habitants de ces quartiers**. Leurs attentes doivent être mieux connues et mieux prises en compte. Toutes les formes de contact avec la population et de communication seront déclinées. Un effort particulier sera fait pour recueillir les attentes de la population et lui rendre compte de l'action conduite (multiplication des réunions de quartier, tables à idées, utilisation des réseaux sociaux via les comptes Twitter et Facebook, création de permanence d'accueil du public, adresses mail dédiées…).

Bien plus qu'un nouveau dispositif, le quartier de reconquête républicaine est une méthode, des moyens et un état d'esprit.

Une méthode, celle du partenariat où tous les acteurs du territoire (élus, associations, bailleurs sociaux, habitants) sont associés à leur sécurité et informés des solutions mises en œuvre.

Des moyens, ceux qui permettent aux policiers de se consacrer pleinement à leur mission de sécurité, dans la confiance et l'efficacité.

Un état d'esprit, celui d'une police d'ambition, d'une police au service des habitants, d'une police respectée.

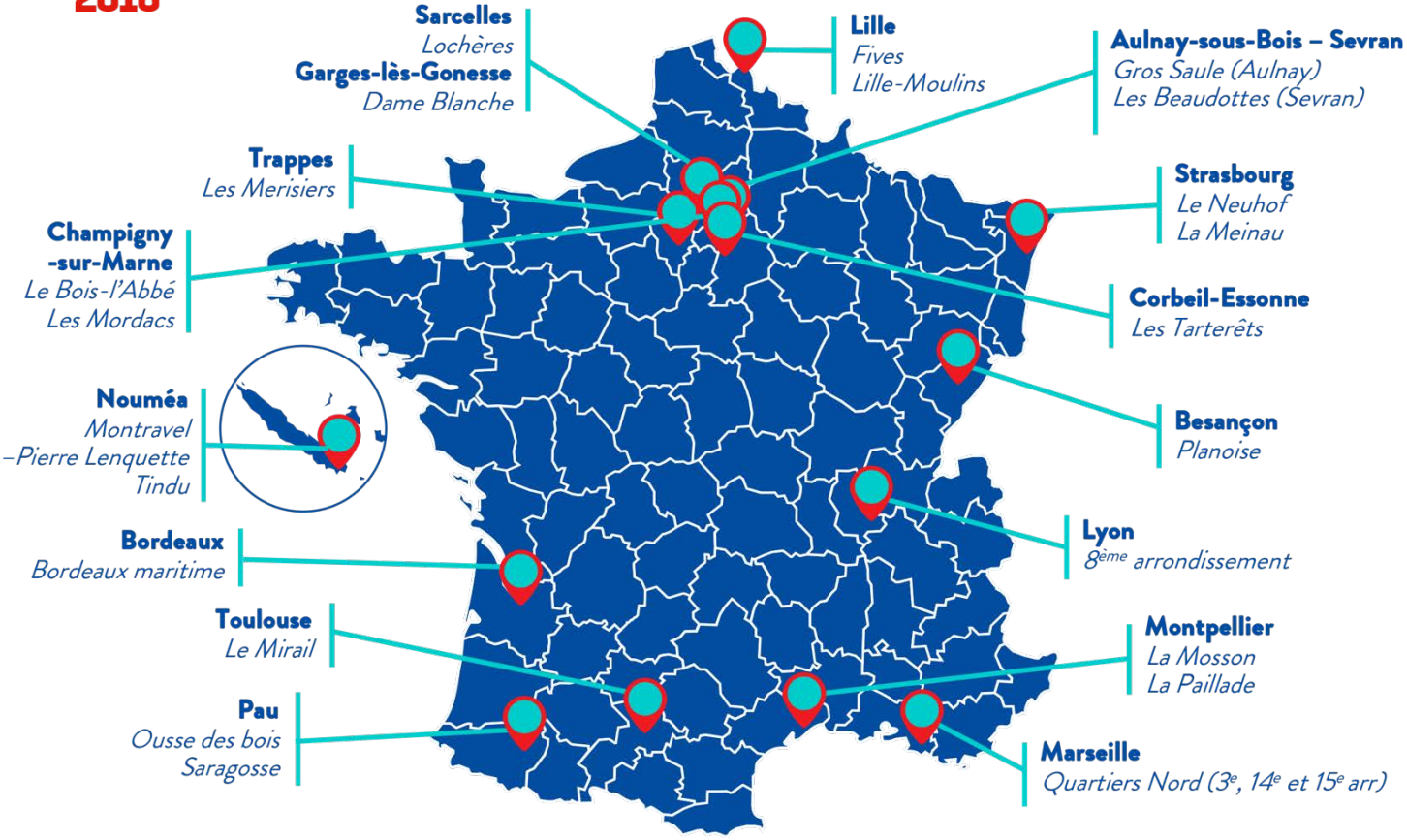
Gérard COLLOMB
Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur

300 POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES POUR **15 PREMIERS QUARTIERS EN 2018**

police de sécurité du quotidien

quartiers de reconquête républicaine

Septembre-décembre 2018



POLICE NATIONALE

Marseille (13) DÉCEMBRE 2018

Quartiers	Habitants
Quartiers Nord (3°, 14° et 15° arr.)	82 000

Enjeux

Trafics de stupéfiants en hausse

Économie souterraine

Un apport sur le terrain :

Organisation d'opérations communes entre police nationale et police municipale

Création de conseils d'arrondissements pour associer les habitants

Développement du pilotage renforcé pour lutter contre les trafics

Lutte contre l'habitat indigne

Besançon (25) D'ICI DÉCEMBRE 2018

Quartier	Habitants
Planoise	20 000

Enjeux

Trafics de stupéfiants

Incendie de poubelles en augmentation

Rodéos automobiles

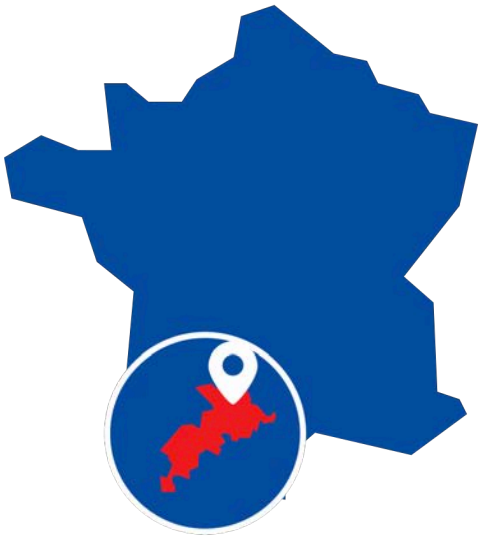
Un apport sur le terrain :

Renforcement du partenariat avec la police municipale

Opération coordonnées anti-rodéos

Renforcement des échanges avec les bailleurs

Toulouse (31) SEPTEMBRE 2018



Quartier
Le Mirail

Habitants
32 500

Enjeux

Incendies de véhicules
Jets de projectiles
Vols avec violences

Un apport sur le terrain :

Renforce de la brigade spécialisée de terrain (BST) du Miral
Multiplication d'opérations de voie publique avec la police municipale

Recrutement d'un troisième délégué cohésion police-population
Meilleur accueil des victimes avec l'appui renforcé d'un psychologue

Bordeaux (33) SEPTEMBRE 2018

Quartier
Bordeaux-Maritime

Habitants
29 000

Enjeux

Stupéfiants
Violences physiques
Rassemblements sur la voie publique

Un apport sur le terrain :

Réorientation de la brigade spécialisée de terrain sur le quartier
Extension des horaires de services pour couvrir la plage horaire 20h00 - 2h0
Mise en place de patrouilles mixtes avec la police municipale et interopérabilité radio
Création de groupes d'échange police - mairie - habitants

Montpellier (34) SEPTEMBRE 2018

Quartiers	Habitants
La Mosson La Paillade	24 000

Enjeux

Trafics de stupéfiants persistants

Violences collectives

Vols à la tire

Un apport sur le terrain :

Renforcement des unités de voie publique, d'investigation et de police des transports

Fidélisation des patrouilles et augmentation des patrouilles à pied

Organisation de rencontres avec les habitants

Comité de pilotage maire-préfet pour mieux définir la stratégie de partenariat dans le quartier

Lille (59) SEPTEMBRE 2018

Quartiers	Habitants
Lille Sud : Fives - Moulins	37 000

Enjeux

Délinquance en hausse

Nombreux trafics de stupéfiants

Rodéos moto

Un apport sur le terrain :

Renforcement de la présence policière

Contrôle routiers communs avec la police municipale

Mise en place d'un référent "police de sécurité du quotidien"

Mise en place d'enquêtes de satisfaction

Pau (64) SEPTEMBRE 2018

Quartiers	Habitants
Ousse des bois Saragosse	6 150

Enjeux

Violences urbaines

Augmentation des atteintes aux biens et aux personnes

Un apport sur le terrain :

Patrouilles mixes police nationale - police municipale

Création d'une brigade VTT dans le quartier de reconquête républicaine

Amélioration de l'accueil des victimes

Strasbourg (67) D'ICI DÉCEMBRE 2018

Quartiers	Habitants
Le Neuhof La Meinau	42 000

Enjeux

trafics de stupéfiants

atteintes aux automobiles

dégradations par incendie

Un apport sur le terrain :

Renforcement de la brigade spécialisée de terrain et aménagement des horaires pour augmenter le temps de présence

Ouverture du bureau de police de Neuhof en continu de 8h à 18h

Arrivée de nouveaux délégués à la cohésion police-population

Meilleure information des élus en matière de délinquance

Renforcement du rôle des cellules d'échange avec les habitants

Lyon (69) SEPTEMBRE 2018

Quartiers
CSP Lyon – (8° arr.)

Habitants
83 619

Enjeux

Trafics de stupéfiants et économie souterraine

Incivilités, nuisances, rodéos

Un apport sur le terrain :

Création d'une brigade spécialisée de terrain (15 personnels de 16h à minuit)
Nouveau groupe d'initiative (3 personnels) pour lutter contre les trafics de stupéfiants
Renforcement des unités de police-secours
Remise à niveau des unités judiciaires dans le 8e arrondissement
Création d'une cellule de saisie des avoirs criminels au sein de la SD69

Trappes (78) D'ICI OCTOBRE 2018

Quartiers
Les Merisiers, square Leo Lagrange, square Henri Wallon, square Farge, square de la commune de Paris, square Thorez, square Pergaud, square Sand, square Verlaine, square Camus, square Cocteau, square Courbet, plaine de Neauphle

Habitants
10 000

Enjeux

Trafics de stupéfiants

Violences urbaines

Economie souterraine

Affrontements entre bandes

Un apport sur le terrain :

Création d'un groupe de sécurité de proximité territoriale de 15 effectifs

Développement de patrouilles VTT

Renforcement du pôle psychosocial du commissariat de Trappes

Corbeil-Essonnes (91) SEPTEMBRE 2018

Quartier	Habitants
Les Tarterêts	12 755

Enjeux

Violences en hausse

Trafics de stupéfiants persista

Incendies de véhicules
et de poubelle en hausse

Affrontements entre bandes

Un apport sur le terrain :

Affectation de 15 effectifs supplémentaires à la brigade spécialisée de terrain (BST)
Renforcement de la BAC jour et de la BAC nuit de (+9 effectifs)
Présence renforcée sur itinéraires et sites sensibles (Lycée Doisneau)
Création d'une plage horaire le matin pour renforcer les contacts avec habitants et commerçants

Aulnay-Sous-Bois et Sevran (93) OCTOBRE 2018

Quartiers	Habitants
Gros Saule Les Beaudottes	20 000

Enjeux

Trafics de stupéfiants persistants

Occupations de l'espace public

Rixes entre bandes rivales

Un apport sur le terrain :

création d'une nouvelle Brigade territoriale de contact

Partenariat entre transporteurs et forces de sécurité

Mise en place d'intervenants sociaux, l'un au commissariat central d'Aulnay, l'autre au commissariat subdivisionnaire de Sevran

Champigny-sur-Marne (94) OCTOBRE 2018

Quartiers
Le Bois-l'Abbé
Les Mordacs
Sept

Habitants
17 141

Enjeux

Nombreuses atteintes aux bien

Violences urbaines

Violences physiques crapuleuses visant les femmes

Trafics de stupéfiants

Un apport sur le terrain :

Création d'une brigade spécialisée de terrain spécifiquement dédiée à ce quartier

Recrutement d'un délégué police

Installation de caméras de vidéo-protection

Sarcelles – Garges-lès-Gonesse (95) D'ICI DÉCEMBRE 2018

Quartiers
Lochères
Dame blanche

Habitants
66 000

Enjeux

Trafics de stupéfiants et vols avec violence

Incendies de véhicules et de poubelles en hausse

Un apport sur le terrain :

Mise en place d'un groupe de sécurité de proximité de 7 effectifs pour renforcer la présence sur la voie publique

Amélioration de l'information des élus

Mise en place d'opérations conjointes avec la police municipale

Mise en place d'un système de lettres plaintes pour les dégradations simples

Nouméa (988) SEPTEMBRE 2018

Quartiers

Pierre Lenquette
Montravel Tindu

Habitants

14 000

Enjeux

Violences intrafamiliales

Consommation d'alcool sur la voie publique

Délinquance liée à l'automobile

Nombreux cambriolages

Un apport sur le terrain :

Création d'un groupe de sécurité de proximité composé de 15 personnels fidélisés avec des horaires élargis

Orientation de l'action d'autres services de police nationale et recours ponctuellement aux forces mobiles : BAC, unité cynotechnique, police aux frontières et escadrons de gendarmes mobiles

Amélioration de l'accueil des victimes

LES PLANS DE **RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE**

police de sécurité du quotidien

Chaque quartier concerné donne lieu à un plan de reconquête républicaine.

Ces plans ont été élaborés par les préfets dans le courant de l'été 2018, et visent à mobiliser l'ensemble des acteurs de la prévention et de la lutte contre la délinquance (Préfet, Maires, Procureur de la République..) en complémentarité des dispositifs partenariaux existants.

UNE STRATÉGIE TERRITORIALE, **4 AXES**

1. Une **présence renforcée** des forces de sécurité
2. Un **renouvellement du partenariat avec les acteurs locaux** et le contact direct et renforcé avec les habitants et leurs représentants locaux
3. La lutte **contre les trafics**
4. Le développement d'une **action interministérielle** en faveur de l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers

DES ACTIONS CONCRÈTES, **VISIBLES SUR LE TERRAIN**

En matière de lutte contre les trafics, notamment les stupéfiants :

La lutte contre les trafics (stupéfiants, armes, prostitution, économie souterraine, trafics de voitures…) va être améliorée avec la mise en place des **Cellules de lutte contre les trafics** (CLCT). Dans le respect de leurs compétences respectives, le préfet et le procureur de la République désigneront ensemble les cibles que les services de police devront atteindre. La première CLCT a été installée le 23 août **en Essonne**.

Les services de police mettront en commun leur **renseignement en matière de lutte contre les stupéfiants** pour accroitre l'efficacité de la réponse policière.

Aujourd'hui, tous les renseignements ne sont en effet pas toujours partagés ou exploités. Désormais, au sein des cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants (CROSS), les services de police de terrain (BAC, BST…) et ceux de la police judiciaire mettront en commun leurs informations pour mieux démanteler les réseaux. Cette méthode a déjà été développée **à Marseille et Paris, puis à Toulouse, Lyon, Montpellier et Lille**. Elle sera généralisée à tous les quartiers de reconquête républicaine.

En matière de présence sur la voie publique :

Les renforts seront sur le terrain. Par exemple, dans le quartier de reconquête républicaine d'**Aulnay-Sevran**, une brigade territoriale de contact de 20 effectifs va être mise en place. Elle disposera des tablettes et smartphones NEO. A Lyon, une brigade spécialisée de terrain de 15 personnels va être créée.

À Strasbourg, Toulouse, Corbeil-Essonnes par exemple, les horaires de travail des services de police vont être revus pour **augmenter la présence à des horaires où la délinquance est plus forte**. **À Bordeaux**, le groupe de sécurité de proximité, grâce aux renforts, patrouillera de 16h00 à 00h00 alors que jusqu'à présent, il terminait son service à 20h00.

À Montpellier, les patrouilles vont être fidélisées pour mieux connaître les territoires où elles interviennent.

À Pau, des **patrouilles conjointes** police nationale/police municipale vont être créées pour mieux mailler le territoire.

En matière de renforcement du lien avec la population :

À Marseille, des conseils d'arrondissement ont été créés avec les services de police, les élus et les habitants pour mieux répondre aux problèmes de sécurité.

À Trappes, le commissaire et le chef de circonscription tiendront des permanences bimensuelles au commissariat. Ils recevront les habitants sans rendez-vous.

À Lille, les contacts avec les associations et les conseils de quartier vont être intensifiés.

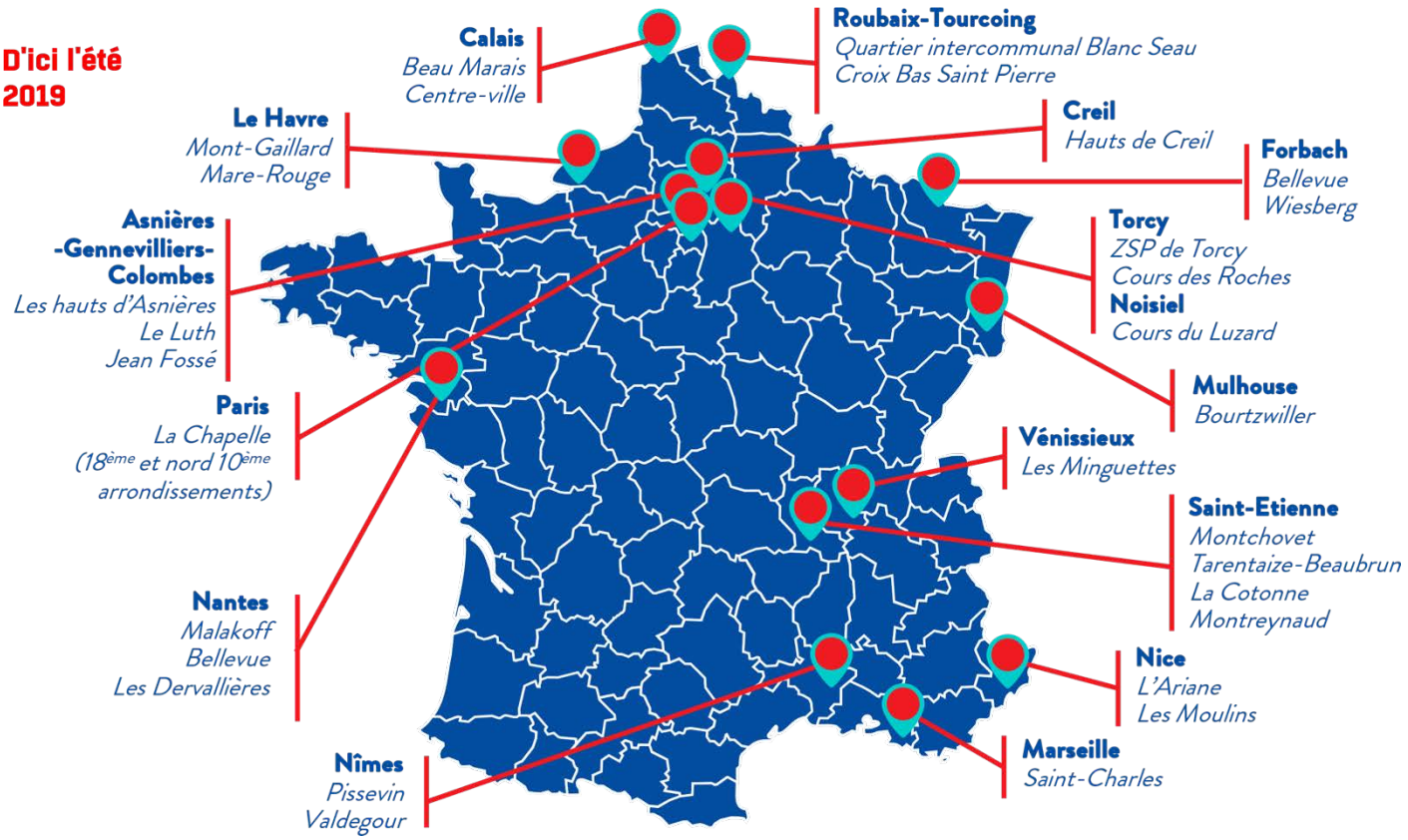
Aux Tarterêts, Corbeil-Essonnes, les policiers feront des passages systématiques devant les établissements scolaires du quartier pour sécuriser les sorties et rassurer les parents.

En matière d'évaluation de l'action engagée :

Dans chaque quartier, **des enquêtes de satisfaction** sont réalisées pour recueillir l'avis des habitants et des partenaires sur les besoins et actions engagées dans le cadre de leur quartier de reconquête républicaine.

300 POLCICIERS SUPPLÉMENTAIRES POUR **15 NOUVEAUX QUARTIERS D'ICI L'ÉTÉ 2019**

police de sécurité du quotidien



CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT
60 QUARTIERS FIN 2020

15	**15**	**+30**
quartiers	quartiers	nouveaux quartiers
en 2018	en 2019	fin 2020

Cabinet de M. Gérard Collomb
Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur

Place Beauvau
Téléphone : 01.49.27.38.53
sec1.pressecab@interieur.gouv.fr